



COMMUNIQUE DE PRESSE n° 8/26

Luxembourg, le 27 janvier 2026

Arrêt de la Cour dans l'affaire C-271/23 | Commission/Hongrie (Reclassification du cannabis)

Manquement d'État : en votant contre la position commune du Conseil concernant le reclassement du cannabis, la Hongrie a violé le droit de l'Union

La Hongrie, qui ne saurait exciper de l'illégalité de cette position commune, a méconnu la compétence externe exclusive de l'Union dans ce domaine, ainsi que le principe de coopération loyale

En novembre 2020, le Conseil de l'Union européenne a adopté une décision ¹ sur la position commune à prendre par les États membres au nom de l'Union européenne lors de la session à venir de la commission des stupéfiants des Nations unies ². Cette position commune avait, notamment, pour objet de modifier le classement du cannabis et des substances apparentées dans les conventions des Nations unies sur les stupéfiants et les substances psychotropes, suivant en cela une recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). À l'occasion d'un vote sur ces recommandations, le représentant de la Hongrie a non seulement voté en violation de la position commune arrêtée par le Conseil, mais il a même fait une déclaration contredisant cette position commune.

Face à cette situation, la Commission européenne a introduit un recours en manquement contre la Hongrie. Selon la Commission, la Hongrie a violé la compétence externe exclusive de l'Union, la décision du Conseil sur la position commune, ainsi que le principe de coopération loyale. Pour sa défense, la Hongrie a principalement soutenu que cette décision du Conseil était illégale.

Dans son arrêt, la Cour donne raison à la Commission et juge que la Hongrie a manqué à ses obligations issues du droit de l'Union.

La Cour constate que la décision-cadre ³ du Conseil sur le trafic de drogue définit la notion de « drogue » par renvoi aux conventions précitées des Nations unies ⁴. Or, **les décisions modifiant le classement de substances figurant dans ces conventions** peuvent avoir un impact sur l'application des sanctions prévues par cette décision-cadre, de sorte qu'elles sont susceptibles d'affecter et d'altérer directement le droit de l'Union. L'adoption d'une position à prendre par les États membres au nom de l'Union au regard de telles décisions **relève ainsi de la compétence exclusive de l'Union ⁵, compétence que la Hongrie a méconnue en l'espèce en agissant comme elle l'a fait.** Cet État membre a également enfreint, de cette façon, la décision du Conseil sur la position commune qui a été adoptée dans le cadre de l'exercice de cette compétence exclusive.

En vertu du principe de coopération loyale ⁶, les États membres sont tenus de faciliter l'accomplissement de ses missions par l'Union et doivent s'abstenir de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des objectifs communs. En l'occurrence, **en votant** au sein d'une instance internationale **contre une position commune du Conseil, la Hongrie a compromis ce principe, ainsi que le principe d'unité dans la représentation internationale de l'Union et de ses États membres.** En effet, en se distanciant de la stratégie commune élaborée au sein du Conseil, il affaiblit le pouvoir de négociation de l'Union à l'égard des autres parties à la convention.

Enfin, la Cour précise que, **dans le cadre d'un recours en manquement, un État membre ne peut pas invoquer utilement l'illégalité** d'un acte d'une institution, d'un organe ou d'un organisme de l'Union, quel qu'il soit. Cela reviendrait en effet à permettre à un État membre de « se faire justice soi-même » en violant d'abord le droit de l'Union et

en attendant que la Commission le poursuive dans le cadre d'un recours en manquement, ce qui irait à l'encontre du principe de l'État de droit ainsi que des devoirs de solidarité acceptés par les États membres et relevant des bases essentielles de l'ordre juridique de l'Union. Il n'en va autrement que lorsque l'État membre concerné conteste un acte qui serait **affecté de vices particulièrement graves et évidents, au point de pouvoir être qualifié d'acte inexistant**.

RAPPEL: Un recours en manquement, dirigé contre un État membre qui a manqué à ses obligations découlant du droit de l'Union, peut être formé par la Commission ou par un autre État membre. Si le manquement est constaté par la Cour de justice, l'État membre concerné doit se conformer à l'arrêt dans les meilleurs délais.

Lorsque la Commission estime que l'État membre ne s'est pas conformé à l'arrêt, elle peut introduire un nouveau recours demandant des sanctions pécuniaires. Toutefois, en cas de non communication des mesures de transposition d'une directive à la Commission, sur sa proposition, des sanctions peuvent être infligées par la Cour de justice, au stade du premier arrêt.

Document non officiel à l'usage des médias, qui n'engage pas la Cour de justice.

Le [texte intégral et, le cas échéant, le résumé](#) de l'arrêt sont publiés sur le site CURIA le jour du prononcé.

Contact presse : Amanda Nouvel ☎ (+352) 4303 2524.

Des images du prononcé de l'arrêt sont disponibles sur « [Europe by Satellite](#) » ☎ (+32) 2 2964106.

Restez connectés !



¹ [Décision \(UE\) 2021/3](#) du Conseil, du 23 novembre 2020, relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la reconvoque de la soixante-troisième session de la commission des stupéfiants, en ce qui concerne l'inscription du cannabis et des substances apparentées aux tableaux annexés à la convention unique sur les stupéfiants de 1961, modifiée par le protocole de 1972, et à la convention sur les substances psychotropes de 1971.

² La commission des stupéfiants est l'une des commissions fonctionnelles du Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc).

³ [Décision-cadre 2004/757/JAI](#) du Conseil, du 25 octobre 2004, concernant l'établissement des dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue.

⁴ Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le protocole de 1972 portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, conclue à New York le 30 mars 1961 (*Recueil des traités des Nations unies*, vol. 520, n° 7 515).

⁵ [Article 3, paragraphe 2, TFUE](#).

⁶ Le principe de coopération loyale est consacré [à l'article 4, paragraphe 3, TUE](#).